

Le RSA c'est un droit ?

**Des ressources pour tous !
Stop aux blocages de dossiers !
Marre des contrôles !**

Aujourd'hui, nous venons dire notre ras le bol des petites administratives qui nous bouffent jusqu'à nos revenus qui ne tombent pas.

Voici une allocataire. Elle a fait une demande de RSA, parce que maintenant, les travailleurs-pauvres ont droit, paraît-il, à un complément de ressource.

Mais cette demande date déjà du mois d'octobre, et le RSA du mois de novembre qui devait tomber, n'est toujours pas là... Par contre les tracas, oui !

À l'attente du virement, s'ajoute ensuite des petites lettres de la CAF lui demandant chaque fois de nouveaux documents à fournir pour justifier de sa situation. L'allocataire s'exécute une première fois, mais se serait bien passée de cette suspicion, des supplémentaires démarches et paperasses justificatives à effectuer, et surtout de ne pas voir tomber son Revenu de Solidarité.

Dans sa dernière lettre reçue, la CAF menace même de lui couper ses "prestations", notamment si la petite dame ne répond pas assez vite (sous 8 jours !). Mais de quoi comptent-ils la priver ? Du RSA qu'elle n'a toujours pas perçu ? Ou bien aussi de l'Allocation logement ?!

Cela, la lettre signée de l'anonyme madame Caf, ne le précise pas.

La menace est là, pas le RSA !

... Et peut-être aussi l'Allocation logement n'est plus ?!

Pourquoi la CAF menace-t-elle ainsi les jours prochains de cette jeune femme ?!

Ce qui arrive à cette allocataire, d'autres le vivent aussi. *N'y aurait-il pas là une volonté de décourager les nouvelles personnes qui y auraient droit à demander le Rsa ?*

Se retrouver sans ressource ou être menacé de l'être, ce n'est pas une vie.

Devoir sans cesse se justifier auprès des agents et administrations, ce n'est pas une vie.

C'est pourquoi le collectif-précaires de Tours se rend à la CAF aujourd'hui.

Pour rétablir les droits de cette dame, débloquent son dossier et le versement de son RSA.

Parce qu'ensemble, on peut faire valoir ses droits et porter un coup à des situations qu'il est temps d'arrêter d'accepter.

Si nous intervenons collectivement aujourd'hui pour dénoncer le traitement fait aux usagers, à la CAF d'Indre-et-Loire, nous ne sommes pas isolés.

D'autres **collectifs** agissent dans plusieurs villes de France, interviennent pour débloquent des situations, mais aussi construire un mouvement de précaires afin de mettre à **mal ces politiques administratives qui nous font mal et nous assujettissent à l'ordre économique**. Depuis le **28 novembre jusqu'au 5 décembre**, se déroulent des marches de précaires, avec des actions coordonnées dans des pôles-emploi, caf et mairies, des manifestations auront lieu **samedi 5 décembre** dans plusieurs grandes villes.

De plus à Tours, les **salariés de la CAF** eux-même se rebiffent. Ils protestent contre leur conditions de travail, le développement de la souffrance au travail ; on peut voir la situation de ceux qui sont de l'autre côté du guichet comme un reflet de ce que nous subissons en tant qu'allocataires. Nous devons pouvoir engager échanges et solidarités avec eux.

**Ni contrôle ni radiation !
Des ressources pour tous !**